RAPPORT DE TOITURE

Établi le 27/09/2026

57 Rue de la mairie 44119 Treillières

Parcelle cadastrale AP 73

MESURE CONTRÔLÉE

Ce toit a passé nos contrôles automatiques. À Montpellier, sur 545 toitures qui les ont passés aussi et que nous avons comparées à un relevé fait à la main sur photos aériennes, 84 % étaient à moins de 10 % d'écart, et 57 % à moins de 5 %.

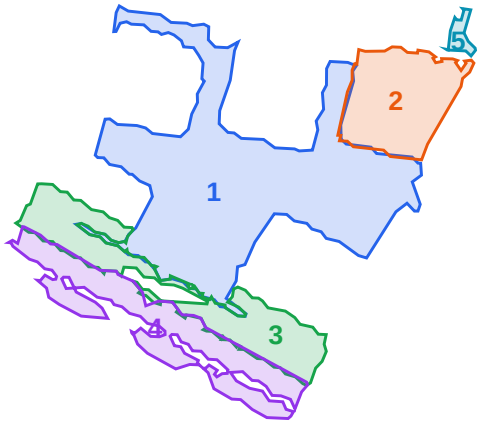
SURFACES

Surface à couvrir
576,9 m²
surface rampante

Surface au sol
548,8 m²
surface projetée

Nombre de pans
5

LES PANS, VUS DU CIEL



N

5 m

LINÉAIRES

Faîtage
25,24 ml

Arêtier
0,00 ml

Noue
0,00 ml

Égout et rive ne sont pas mesurés.

Aide au chiffrage établie à distance depuis des données publiques : ne remplace pas une visite sur site pour un engagement contractuel.

DÉTAIL PAR PAN

57 Rue de la mairie 44119 Treillières

pan	orientation	pente (°)	pente (%)	au sol (m²)	à couvrir (m²)
1	sud	0,6	1	246,8	**246,8**
2	nord	8,7	15	161,2	**163,1**
3	nord-est	33,2	65	66,8	**79,8**
4	sud-ouest	32,8	65	69,3	**82,5**
5	nord-est	1,5	3	4,6	**4,6**

PROVENANCE ET MÉTHODE

Source	Relevé laser LiDAR HD de l'IGN, points classés
Relevé IGN	réf. 0351-6703
Date du relevé laser	21/03/2024
Délimitation	pans suivis jusqu'au bord du toit, à partir du bâtiment du cadastre (Etalab) ; bâtiments voisins exclus
Validation	257 toitures de Montpellier (pente médiane 16 à 17°) relevées à la main, hors zones de mise au point : écart moyen 6,7 %
Densité mesurée	12,7 points/m²

Couverture déclarée aux Fichiers fonciers : non déterminé, bâtiment de 2005. Donnée déclarative : une réfection postérieure à la déclaration n'y figure pas.

BDNB (CSTB) — issue des Fichiers fonciers — Licence Ouverte 2.0

Toit mesuré tel qu'il était à la date du relevé laser ci-dessus : une extension ou une réfection postérieure n'y figure pas.

MESURE GRATUITE EN LIGNE

Mesure établie sans compte depuis le relevé laser aérien de l'IGN. Pour la refaire, écarter d'autres pans ou mesurer un autre bâtiment :

https://toiture-libre.vercel.app

Aide au chiffrage établie à distance depuis des données publiques : ne remplace pas une visite sur site pour un engagement contractuel.